

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/30598]

22 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 3, § 2, alinéas 3 et 5, 5, § 2, 7, § 2, 26, et 144, § 4, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 3, § 2, alinéas 3 et 5, 5, § 2, 7, § 2, 26 et 144, § 4, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mars 2019;

Vu le «Test genre» du 5 mars 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu le protocole de négociation avec le comité de négociation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés, conclu en date du 28 mars 2019;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 28 mars 2019;

Vu l'avis 65.828/2 du Conseil d'Etat, donné le 29 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « le décret » : le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs.

2° « directeur de zone » : le membre du Service général de Pilotage des Écoles et Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 3 du décret et dont les missions sont visées aux articles 5 et 6 du décret;

3° « délégué au contrat d'objectifs » : le membre du Service général de Pilotage des Écoles et Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 3 du décret et dont les missions sont visées aux articles 7 à 9 du décret;

4° «groupement de zones» : les groupements visés à l'article 144, § 2, alinéa 3, du décret;

5° « zone » : les zones telles que visées à l'article 1^{er}, § 2, 6°, du décret.

CHAPITRE 2. — Profils de fonctions du directeur de zone et du délégué au contrat d'objectifs

Art. 2. Le profil de fonction du directeur de zone visé à l'article 5, § 2, du décret est repris dans l'annexe n° 1 du présent arrêté.

Art. 3. Le profil de fonction du délégué au contrat d'objectifs visé à l'article 7, § 2, du décret est repris dans l'annexe n° 2 du présent arrêté.

CHAPITRE 3. — Du fonctionnement du Service général de Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux

Art. 4. La répartition entre les différentes zones des 88 délégués au contrat d'objectifs visés à l'article 3, § 2, du décret, est fixée comme suit :

1° Brabant wallon : 7 délégués au contrat d'objectifs;

2° Bruxelles : 17 délégués au contrat d'objectifs;

3° Hainaut centre : 9 délégués au contrat d'objectifs;

4° Hainaut sud : 10 délégués au contrat d'objectifs;

5° Huy-Waremme : 4 délégués au contrat d'objectifs;

6° Liège : 12 délégués au contrat d'objectifs;

7° Luxembourg : 8 délégués au contrat d'objectifs;

8° Namur : 9 délégués au contrat d'objectifs;

9° Verviers : 5 délégués au contrat d'objectifs;

10° Wallonie picarde : 7 délégués au contrat d'objectifs.

Art. 5. La résidence administrative des directeurs de zone et des délégués au contrat d'objectifs visé à l'article 4 est fixée comme suit :

1° Brabant wallon : Rue Spinelli 2 – 1400 Nivelles;

2° Bruxelles : Avenue du Port 16 – 1080 Bruxelles;

3° Hainaut centre : Mons;

4° Hainaut sud : Boulevard Audent 14 – 6000 Charleroi;

5° Huy-Waremme : Huy;

6° Liège : Espace Guillemins - Rue des Guillemins 26 – 4000 Liège;

7° Luxembourg : Avenue de la Toison d'Or, 94 – 6900 Marche-en-Famenne;

8° Namur : Namur;

9° Verviers : Verviers;

10° Wallonie picarde : Tournai.

CHAPITRE 4. — *Du remboursement des frais encourus par les membres du personnel du Service général de Pilotage des Écoles et Centres psycho-médico-sociaux dans le cadre de leurs fonctions*

Section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 6. Conformément à l'article 26 du décret, la Communauté française prend en charge, selon les conditions fixées par le présent chapitre, la couverture des frais de parcours, des frais de séjour et des frais autres, encourus dans l'exercice de leur fonction par les membres du personnel du Service général de Pilotage des Écoles et Centres psycho-médico-sociaux, dans la limite des crédits budgétaires.

Section 2. — Du remboursement des frais de parcours

Art. 7. Les frais de parcours des membres du personnel du Service général de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux résultant des déplacements effectués pour les besoins de leurs fonctions sont couverts dans les formes et dans les conditions de la présente section.

Tout déplacement est subordonné à une autorisation du directeur de zone sur avis, le cas échéant, du délégué coordonnateur. Cette autorisation peut être générale lorsque les intéressés sont appelés à se déplacer régulièrement.

Le délégué coordonnateur précise les cas dans lesquels son avis doit être donné.

Art. 8. En principe, chaque déplacement doit se faire à l'aide du moyen de transport le moins onéreux. Il peut néanmoins être dérogé à ce principe si l'intérêt du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux l'exige et moyennant une autorisation du directeur de zone.

Les membres du personnel du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux sont autorisés à utiliser leur véhicule personnel dans le cadre des déplacements que leurs fonctions leur imposent.

Art. 9. Les frais de parcours tels que visés par la présente section couvrent :

1° les dépenses liées aux quotas kilométriques octroyés individuellement à chaque membre du personnel du Service de Pilotage des Écoles et Centres psycho-médico-sociaux par le délégué coordonnateur ou son délégué en fonction de leurs besoins respectifs dans le cadre de leurs missions. Cet octroi est soumis à l'approbation du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou de son délégué;

2° l'indemnisation liée aux abonnements aux transports en commun comme moyen de locomotion entre le domicile et la résidence administrative ou entre celle-ci et le lieu de la mission;

3° l'indemnisation liée à l'utilisation d'une bicyclette comme moyen de locomotion entre le domicile et la résidence administrative ou entre celle-ci et le lieu de la mission; cette indemnisation est incompatible avec l'utilisation d'un abonnement aux transports en commun sauf pour le trajet effectué à vélo entre le domicile du membre du personnel et la gare;

4° l'indemnisation des frais de parcours automobile effectués au-delà du quota kilométrique visé au 1°. Cette indemnisation est soumise à l'approbation du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou de son délégué;

5° l'indemnisation des frais de parcours automobile effectués entre le domicile et la résidence administrative à hauteur du prix de l'abonnement annuel aux transports en commun. Cette indemnisation est incompatible avec l'utilisation d'un abonnement aux transports en commun sauf pour le trajet effectué entre le domicile du membre du personnel et la gare. Cette indemnisation est soumise à l'approbation du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou de son délégué.

Art. 10. La somme globale affectée aux frais de parcours effectués dans le cadre des missions est établie en multipliant le nombre de membres du personnel du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux, exprimé en charges complètes, par 18 000 kilomètres et par l'indemnité kilométrique en vigueur pour le personnel de l'Administration.

Art. 11. Les indemnités kilométriques sont calculées en prenant pour base la longueur kilométrique réelle des routes utilisées à partir de la résidence administrative. Toutefois le membre du personnel du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux qui se déplace en prenant comme point de départ ou de retour leur résidence habituelle, ne peut obtenir une indemnité supérieure à celle qui lui serait due si les déplacements avaient comme point de départ et de retour leur résidence administrative.

Section 3. — Du remboursement des frais de séjour

Art. 12. Les membres du personnel du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux astreints à se déplacer dans l'exercice de leurs fonctions ont droit au remboursement de leurs frais de séjour dans les formes et les conditions prévues par la présente section.

Il y a lieu d'entendre par :

1° « séjour » : les déplacements d'une durée supérieure à huit heures et effectués au-delà d'un rayon de 25 kilomètres de la résidence administrative;

2° « demi-séjour » : les déplacements d'une durée supérieure à cinq heures et inférieure ou égale à huit heures, effectués au-delà d'un rayon de 25 kilomètres de la résidence administrative.

Art. 13. La durée des déplacements est comptée depuis le départ du véhicule à l'aller jusqu'à l'heure d'arrivée de celui-ci au retour.

Art. 14. Une indemnité pour la nuit est attribuée chaque fois que les membres du personnel du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux sont dans l'obligation professionnelle de loger hors de leur résidence. Celle-ci ne peut être cumulée avec l'indemnité de séjour.

Art. 15. La somme globale affectée aux frais de séjour, de demi-séjour et aux indemnités pour la nuit, qui constitue un plafond budgétaire, est établie en multipliant le nombre de membres du personnel du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux, exprimé en charges complètes, par le montant de 1.635,00 EUR.

Le nombre annuel global de séjour, de demi-séjour et d'indemnités pour la nuit tels que visés ci-dessus ne peut dépasser une moyenne de 135 par membre du personnel du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux.

L'indemnisation s'effectue, sur la base de déclarations de créance et selon les conditions reprises au tableau ci-dessous.

NOMBRE DE SEJOURS/NUITS	MONTANTS FORFAITAIRES
Logement gratuit	16,3882 EUR/nuit
Logement aux frais de l'agent	33,3965 EUR/nuit
1/2 séjour	3,1404 EUR/jour
de 1 à 59	13, 2214 EUR/séjour
entre 60 et 85	965, 00 EUR
entre 86 et 110	1.300 EUR
entre 111 et 135	1.635,00 EUR
à partir de 136	1.965,00 EUR

Art. 16. Le droit au remboursement des frais de séjour n'est pas ouvert lorsque l'intéressé bénéficie gracieusement d'un repas sur le lieu de son déplacement.

Art. 17. Sans préjudice d'autres dispositions, dans le cadre du présent chapitre, les déplacements effectués par les membres du personnel du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux en dehors du territoire belge donnent uniquement lieu à des remboursements de la dépense réelle effectuée par les intéressés sur la production de déclarations de créance et selon les modalités fixées à la section 5.

Section 4. — Du remboursement des frais autres

Art. 18. Les membres du personnel du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux ont droit au remboursement de leurs frais autres dans les formes et les conditions prévues par la présente section.

Il y a lieu d'entendre par « frais autres », les frais qui comprennent notamment les dépenses exposées personnellement par les membres du personnel du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux relatives aux communications téléphoniques, à l'utilisation du téléfax, à l'utilisation de l'Internet, au petit matériel de bureau ainsi qu'à l'achat de documentations de caractère pédagogique.

Art. 19. La somme globale affectée aux frais autres est établie en multipliant le nombre de membres du personnel du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux, exprimé en charges complètes, par un montant de 450,00 EUR.

Cet octroi est soumis à l'approbation du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou de son délégué.

La part ainsi déterminée constitue un plafond budgétaire. Elle couvre les dépenses de fonctionnement des membres du Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux selon des besoins qui leur sont individuellement reconnus et moyennant le respect des procédures d'autorisation préalable du directeur de zone.

Section 5. — Des modalités de paiement

Art. 20. Tous les frais donnant lieu à remboursement font l'objet de déclarations de créances certifiées sincères et, le cas échéant, dûment assorties de pièces justificatives. Ces déclarations sont visées et contrôlées par les directeurs de zone. Ce contrôle porte sur la réalité et le bien-fondé des dépenses.

Les déclarations de créance sont introduites auprès du directeur de zone, au plus tard le 10 du mois qui suit celui au cours duquel la créance est née. Après examen et visa, le directeur de zone transmet les déclarations de créances aux personnes visées à l'article 21, au plus tard à la fin du mois qui suit celui au cours duquel la créance est née. En cas d'introduction tardive, les créances sont frappées de nullité.

Art. 21. Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif désigne les personnes chargées de vérifier si les conditions prévues au présent chapitre sont respectées et de mettre les créances en liquidation.

Art. 22. Les plafonds budgétaires visés aux sections 2 à 4 sont d'application impérative. Ils ne peuvent être dépassés sauf compensation intégrale opérée moyennant l'accord du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou de son délégué, par le Service de Pilotage des Écoles et centres psycho-médico-sociaux, entre les parts de leurs enveloppes budgétaires affectées respectivement aux frais de parcours, aux frais de séjour et aux frais autres.

Art. 23. Sans préjudice de l'application éventuelle de mesures disciplinaires, le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou son délégué dispose de la faculté de refuser le remboursement des frais visés par le présent chapitre s'il est constaté que les bénéficiaires abusent des droits qui leur sont reconnus par ce même chapitre.

CHAPITRE 4. — *Dispositions modificatives*

Art. 24. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2018 portant exécution de l'article 144 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Ecoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Il est également institué un jury composé conformément à l'article 144, § 4, du décret qui évalue l'ensemble des épreuves afférentes à la fonction de promotion de délégué au contrat d'objectifs, en ce compris le respect des conditions d'accès et de recevabilité des candidatures. »;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Pour la partie orale de l'épreuve relative à la fonction de promotion de délégué au contrat d'objectifs, le jury visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, arrête également une grille d'évaluation des candidats à l'épreuve orale. »;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le jury visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, adopte son règlement d'ordre intérieur.

Il en est de même pour le jury visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Chaque jury se réunit valablement si la moitié au moins de ses membres est présent.

Les décisions des jurys sont prises à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. »;

4° dans le paragraphe 5, les alinéas 1^{er} et 2, sont remplacés par ce qui suit :

« Pour le jury des épreuves afférentes à la fonction de délégué au contrat d'objectif, chaque membre effectif composant le jury en ce compris le Président peut être suppléé par des membres désignés en même temps que les membres effectifs. ».

Art. 25. Dans l'article 6 du même arrêté, le dernier alinéa est abrogé.

Art. 26. Dans l'article 10 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Conformément à l'article 144, § 3, alinéa 10, du décret, à l'issue des deux parties de l'épreuve d'admission au stage dans des emplois de fonction de promotion de délégué au contrat d'objectifs, le jury visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, établit un classement général unique pour la fonction de délégué au contrat d'objectifs, lequel est ensuite décliné par groupement de zones selon le choix opéré par les candidats dans leur candidature. ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 27. Par dérogation à l'article 4, la répartition entre les différents groupements de zones des 4 directeurs de zone et des 53 délégués au contrat d'objectifs visés à l'article 143, 1°, du décret, est fixée comme suit jusqu'au recrutement de tout ou partie des directeurs de zone et des délégués au contrat d'objectifs visés à l'article 143, 2°, du décret :

1° Brabant wallon et Bruxelles : 1 directeur de zone; 15 délégués au contrat d'objectifs

2° Hainaut centre et Wallonie picarde : 1 directeur de zone; 10 délégués au contrat d'objectifs;

3° Hainaut sud, Luxembourg et Namur : 1 directeur de zone; 16 délégués au contrat d'objectifs;

4° Huy-Waremme, Verviers et Liège : 1 directeur de zone; 12 délégués au contrat d'objectifs.

Art. 28. Par dérogation à l'article 5, la résidence administrative des 4 directeurs de zone et des 53 délégués au contrat d'objectifs visés à l'article 143, 1°, du décret, est fixée comme suit jusqu'au recrutement de tout ou partie des directeurs de zone et des délégués au contrat d'objectifs visés à l'article 143, 2°, du décret :

1° Brabant wallon et Bruxelles : Avenue du Port 16, 1080 Bruxelles;

2° Hainaut centre, Hainaut sud et Wallonie picarde : Boulevard Audent 14, 6000 Charleroi;

3° Luxembourg et Namur : Avenue de la Toison d'Or 94, 6900 Marche-en-Famenne;

4° Huy-Waremme, Verviers et Liège : Espace Guillemins - Rue des Guillemins 26, 4000 Liège.

Art. 29. Le présent arrêté produit ses effets le 23 avril 2019.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le chapitre 4 entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté.

Art. 30. Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mai 2019.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE
La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Annexe n°1 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 3, § 2, alinéas 3 et 5, 5, § 2, 7, § 2, 26, et 144, § 4, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Ecoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs

« Annexe 1. – Profil de fonction du directeur de zone »

1) Compétences spécifiques requises pour la fonction

- a. Excellente connaissance et compréhension des enjeux et modalités de mise en œuvre du Pacte pour un Enseignement d'excellence ; adhésion à ces enjeux ;
- b. Bonne connaissance générale du système éducatif de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la législation s'y référant;
- c. Excellente connaissance des Institutions et des acteurs du système éducatif en Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- d. Bonne connaissance et compréhension des principaux outils de pilotage du système éducatif : les indicateurs de l'enseignement et les indicateurs compris dans un plan de pilotage / contrat d'objectifs ;
- e. Bonne connaissance générale du fonctionnement d'un établissement scolaire (notamment à partir des principaux textes qui régissent l'organisation scolaire : modes de subventionnement ; d'utilisation du Capital période et du NTPP) ;

2) Compétences techniques requises pour la fonction

- a. Bonnes compétences en matière d'analyse systémique ;
- b. Excellentes compétences de communication orale et écrite : s'exprimer, tant par écrit qu'oralement, de manière claire et compréhensible et rapporter les informations de manière correcte ;
- c. Bonnes compétences en utilisation des outils de la bureautique (notamment traitement de texte, tableur).

3) Compétences génériques et comportementales requises pour la fonction

Vue d'ensemble du profil

Gestion de l'information		Gestion des tâches		Gestion des collaborateurs		Gestion des relations		Gestion de son fonctionnement personnel		
	DZ		DZ		DZ		DZ		DZ	
1	Comprendre l'information	1	Exécuter des tâches	1	Partager son savoir-faire		Communiquer		Faire preuve de respect	C
2	Assimiler l'information	2	Structurer le travail	2	Soutenir		Ecouter activement		S'adapter	
3	Analyser l'information	3	Résoudre des problèmes	3	Diriger des collaborateurs		Travailler en équipe	C	Faire preuve de fiabilité	C
4	Intégrer l'information	4	Décider	4	Motiver des collaborateurs		Agir de manière orientée service	C	Faire preuve d'engagement	X
5	Innover	5	Organiser	X	Développer les compétences des collaborateurs		Conseiller		Gérer le stress	
6	Conceptualiser	6	Gérer le service		Souder des équipes		Influencer		S'auto-développer	X
7	Comprendre l'organisation	X	Gérer l'organisation		Diriger des équipes		Etablir des relations	X	Atteindre des objectifs	C
8	Développer une vision		Piloter l'organisation		Inspirer		Construire des réseaux		S'impliquer dans l'organisation	

Légende:

X : Profil de base ; **C** : compétence clé.

Il est défini une compétence fixant le « profil de base » pour chacun des trois groupes de compétences « gestion de l'information », « gestion des tâches » et « gestion des collaborateurs ». Il est entendu que les compétences moins complexes, qui la précèdent dans le tableau, sont indispensables pour atteindre la compétence du profil de base.

Pour les groupes de compétences « gestion des relations » et « gestion de son comportement », il n'y a pas d'échelle de complexité. Il est défini une compétence fixant le profil de base et des compétences clés. Les compétences clés sont considérées comme cruciales et sont attendues de chaque directeur de zone lors de l'exercice de sa fonction, de la réalisation de la mission et de la stratégie du service.

➤ Gestion de l'information

➤ Profil de base : Comprendre l'organisation

Définition:

Regarder au-delà des frontières des services/directions, connaître les évolutions de l'environnement et déterminer les paramètres organisationnels

➤ Gestion des tâches

➤ Profil de base : Organiser

Définition:

Définir des objectifs de manière proactive, étayer des plans d'action de manière minutieuse et y impliquer les bonnes ressources, dans les délais disponibles.

➤ Gestion des collaborateurs

➤ Profil de base : Développer les compétences des collaborateurs

Définition:

Accompagner les collaborateurs dans leur développement et leur fournir un feed-back orienté vers leur fonctionnement (prestations et développement).

➤ Gestion des relations**➤ Compétence clé - Travailler en équipe (C):****Définition:**

Créer et améliorer l'esprit d'équipe en partageant ses avis et ses idées et en contribuant à la résolution de conflits entre collègues.

➤ Compétence clé - Agir de manière orientée service (C):**Définition:**

Accompagner des acteurs internes et externes de manière transparente, intègre et objective, leur fournir un service personnalisé et entretenir des contacts constructifs.

➤ Profil de base – Etablir des relations**Définition :**

Construire des relations et des réseaux de contact à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation avec ses pairs et à différents niveaux hiérarchiques.

➤ Gestion de son fonctionnement personnel**➤ Compétence clé - Faire preuve de respect (C)****Définition :**

Montrer du respect envers les autres, leurs idées et leurs opinions, accepter les procédures et les instructions.

➤ Compétence clé - Faire preuve de fiabilité (C)**Définition:**

Agir de manière intègre, conformément aux attentes de l'organisation, respecter la confidentialité et les engagements et éviter toute forme de partialité.

➤ Compétence clé – Atteindre les objectifs (C)**Définition:**

S'impliquer et démontrer de la volonté et de l'ambition afin de générer des résultats et assumer la responsabilité de la qualité des actions entreprises.

➤ S'auto-développer (C) :**Définition :**

Planifier et gérer de manière active son propre développement en fonction de ses possibilités, intérêts et ambition, en remettant en question de façon critique son propre fonctionnement et en s'enrichissant continuellement par de nouvelles idées et approches, compétences et connaissances.

➤ Profil de base – Faire preuve d'engagement**Définition :**

S'impliquer entièrement dans le travail en donnant toujours le meilleur de soi-même, en cherchant à atteindre la meilleure qualité et en persévérant même en cas d'opposition.

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 3, § 2, alinéas 3 et 5, 5, § 2, 7, § 2, 26, et 144, § 4, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs.

Bruxelles, le 22 mai 2019.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances

et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Annexe n°2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 3, § 2, alinéas 3 et 5, 5, § 2, 7, § 2, 26, et 144, § 4, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs

« Annexe 2. – Profil de fonction du délégué au contrat d'objectifs »

1) Compétences spécifiques requises pour la fonction

- a. Bonnes connaissances et compréhension des enjeux et modalités de mise en œuvre du Pacte pour un Enseignement d'excellence ; adhésion à ces enjeux ;
- b. Bonnes connaissances générales du système éducatif de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la législation s'y référant;
- c. Excellentes connaissances et compréhension des principaux outils de pilotage du système éducatif : les indicateurs de l'enseignement et les indicateurs compris dans un plan de pilotage / contrat d'objectifs ;
- d. Bonnes connaissances générales du fonctionnement d'un établissement scolaire (notamment à partir des principaux textes qui régissent l'organisation scolaire : modes de subventionnement ; d'utilisation du Capital période et du NTPP) ;

2) Compétences techniques requises pour la fonction

- a. Bonnes compétences élémentaires en matière d'analyse systémique ;
- b. Excellentes compétences de communication orale et écrite : s'exprimer, tant par écrit qu'oralement, de manière claire et compréhensible et rapporter les informations de manière correcte ;
- c. Bonnes compétences en utilisation des outils de la bureautique (notamment le traitement de texte, tableur).

3) Compétences génériques et comportementales requises pour la fonction

Vue d'ensemble du profil

Gestion de l'information		Gestion des tâches		Gestion des collaborateurs		Gestion des relations		Gestion de son fonctionnement personnel		
	DCO		DCO		DCO		DCO		DCO	
1	Comprendre l'information	1	Exécuter des tâches	1	Partager son savoir-faire		Communiquer		Faire preuve de respect	C
2	Assimiler l'information	2	Structurer le travail	2	Soutenir	X	Ecouter activement	X	S'adapter	X
3	Analyser l'information	3	Résoudre des problèmes	X	Diriger des collaborateurs		Travailler en équipe	C	Faire preuve de fiabilité	C
4	Intégrer l'information	X	Décider		Motiver des collaborateurs		Agir de manière orientée service	C	Faire preuve d'engagement	
5	Innover		Organiser		Développer les compétences des collaborateurs		Conseiller	X	Gérer le stress	C
6	Conceptualiser		Gérer le service		Souder des équipes		Influencer		S'auto-développer	X
7	Comprendre l'organisation		Gérer l'organisation		Diriger des équipes		Etablir des relations		Atteindre des objectifs	
8	Développer une vision		Piloter l'organisation		Inspirer		Construire des réseaux		S'impliquer dans l'organisation	

Légende:

X : Profil de base ; **C** : compétence clé.

Il est défini une compétence fixant le « profil de base » pour chacun des trois groupes de compétences « gestion de l'information », « gestion des tâches » et « gestion des collaborateurs ». Il est entendu que les compétences moins complexes, qui la précèdent dans le tableau, sont indispensables pour atteindre la compétence du profil de base.

Pour les groupes de compétences « gestion des relations » et « gestion de son comportement », il n'y a pas d'échelle de complexité. Il est défini une compétence fixant le profil de base et des compétences clés. Les compétences clés sont considérées comme cruciales et sont attendues de chaque délégué au contrat d'objectifs lors de l'exercice de sa fonction, de la réalisation de la mission et de la stratégie du service.

➤ Gestion de l'information

➤ Profil de base : Intégrer l'information

Définition:

Etablir des liens entre diverses données, concevoir des alternatives et tirer des conclusions adéquates.

➤ Gestion des tâches

➤ Profil de base : Résoudre des problèmes

Définition:

Traiter et résoudre les problèmes de manière autonome, chercher des alternatives et mettre en œuvre les solutions.

➤ Gestion des collaborateurs

➤ Profil de base – Soutenir

Définition:

Accompagner les autres, exercer un rôle de modèle pour eux et les soutenir dans leur fonctionnement quotidien.

➤ Gestion des relations**➤ Compétence clé - Travailler en équipe (C):****Définition:**

Créer et améliorer l'esprit d'équipe en partageant ses avis et ses idées et en contribuant à la résolution de conflits entre collègues.

➤ Compétence clé - Agir de manière orientée service (C):**Définition:**

Accompagner des acteurs internes et externes de manière transparente, intègre et objective, leur fournir un service personnalisé et entretenir des contacts constructifs.

➤ Profil de base – Conseiller**Définition:**

Fournir des conseils à ses interlocuteurs et développer avec eux une relation de confiance basée sur son expertise.

➤ Profil de base – Conseiller**Définition:**

Explorer, écouter et comprendre le message des autres et se mettre à leur place.

➤ Gestion de son fonctionnement personnel**➤ Compétence clé - Faire preuve de respect (C)****Définition :**

Montrer du respect envers les autres, leurs idées et leurs opinions, accepter les procédures et les instructions.

➤ Compétence clé - Faire preuve de fiabilité (C)**Définition:**

Agir de manière intègre, conformément aux attentes de l'organisation, respecter la confidentialité et les engagements et éviter toute forme de partialité.

➤ Compétence clé – Gérer son stress (C)**Définition :**

Réagir aux stress en se focalisant sur le résultat, en contrôlant ses émotions et en adoptant une attitude constructive face à la critique.

➤ S'auto-développer (C) :**Définition :**

Planifier et gérer de manière active son propre développement en fonction de ses possibilités, intérêts et ambition, en remettant en question de façon critique son propre fonctionnement et en s'enrichissant continuellement par de nouvelles idées et approches, compétences et connaissances.

➤ **Profil de base – S'adapter**

Définition :

Adopter une attitude souple face aux changements, et s'adapter aux circonstances changeantes et à des situations variées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 3, § 2, alinéas 3 et 5, 5, § 2, 7, § 2, 26, et 144, § 4, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Ecoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs.

Bruxelles, le 22 mai 2019.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

**Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances
et des Droits des femmes,**

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30598]

22 MEI 2019. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van de artikelen 3, § 2, derde en vijfde lid, 5, § 2, 7, § 2, 26, en 144, § 4, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 3, § 2, derde en vijfde lid, 5, § 2, 7, § 2, 26 en 144, § 4, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 maart 2019;

Gelet op de «Gendertest» van 5 maart 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het onderhandelingsprotocol met het onderhandelingscomité van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra van het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra, afgesloten op 28 maart 2019;

Gelet op het syndicale onderhandelingsprotocol van het onderhandelingscomité van sector IX, van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, afgesloten op 28 maart 2019;

Gelet op het advies 65.828/2 van de Raad van State, gegeven op 29 april 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « het decreet » : het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst.

2° « zonedirecteur » : het lid van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra bedoeld in artikel 3 van het decreet en waarvan de opdrachten bedoeld zijn in de artikelen 5 en 6 van het decreet;

3° « afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst » : het lid van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra bedoeld in artikel 3 van het decreet en waarvan de opdrachten bedoeld zijn in de artikelen 7 tot 9 van het decreet;

4° « zonegroepen » : de groepen bedoeld in artikel 144, § 2, derde lid van het decreet;

5° « zone » : de zones zoals bedoeld in artikel 1, § 2, 6°, van het decreet.

HOOFDSTUK 2. — *Ambtsprofielen van de zonedirecteur en van de afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst*

Art. 2. Het ambtsprofiel van de zonedirecteur bedoeld in artikel 5, § 2, van het decreet wordt opgenomen in bijlage nr. 1 bij dit besluit.

Art. 3. Het ambtsprofiel van de afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst bedoeld in artikel 7, § 2, van het decreet wordt opgenomen in bijlage nr. 2 bij dit besluit.

HOOFDSTUK 3. — *Werking van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra*

Art. 4. De verdeling tussen de verschillende zones van 88 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet, wordt bepaald als volgt :

1° Waals-Brabant : 7 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst;

2° Brussel : 17 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst;

3° Henegouwen-centrum : 9 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst;

4° Henegouwen-zuid : 10 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst;

5° Hoi-Borgworm : 4 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst;

6° Luik : 12 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst;

7° Luxemburg : 8 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst;

8° Namen : 9 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst;

9° Verviers : 5 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst;

10° Picardisch Wallonië : 7 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst.

Art. 5. De administratieve standplaats van de zonedirecteurs en van de afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst bedoeld in artikel 4 wordt bepaald als volgt :

1° Waals-Brabant : Rue Spinelli 2, 1400 Nijvel;

2° Brussel : Havenlaan 16, 1080 Brussel;

- 3° Henegouwen-centrum : Bergen;
- 4° Henegouwen-zuid : Boulevard Audent 14, 6000 Charleroi;
- 5° Hoei-Borgworm : Hoei;
- 6° Luik : Espace Guillemins - Rue des Guillemins 26, 4000 Luik;
- 7° Luxemburg : Avenue de la Toison d'Or 94, 6900 Marche-en-Famenne;
- 8° Namen : Namen;
- 9° Verviers : Verviers;
- 10° Picardisch Wallonië : Doornik.

HOOFDSTUK 4. — *Terugbetaling van de kosten opgelopen door de personeelsleden van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra in het kader van hun ambten*

Afdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 6. Overeenkomstig artikel 26 van het decreet neemt de Franse Gemeenschap, volgens de voorwaarden bepaald door dit hoofdstuk, de dekking van de reiskosten, de verblijfskosten en de andere kosten ten laste, opgelopen in de uitoefening van hun ambt door de personeelsleden van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra binnen de perken van de begrotingskredieten.

Afdeling 2. — Terugbetaling van de reiskosten

Art. 7. De reiskosten van de personeelsleden van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra die voortvloeien uit de verplaatsingen bij de uitoefening van hun ambt worden gedekt in de vormen en onder de voorwaarden van deze afdeling

Elke verplaatsing is afhankelijk van een toestemming van de zonedirecteur op eventueel advies van de afgevaardigde-coördinator. Deze toestemming kan algemeen worden wanneer de betrokkenen zich regelmatig moeten verplaatsen.

De afgevaardigde-coördinator bepaalt de gevallen waarin zijn advies moet worden gegeven.

Art. 8. In principe moet elke verplaatsing met het goedkoopste vervoermiddel gebeuren. Nochtans mag van dat principe worden afgeweken als dit in het belang van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra vereist is en mits een toestemming van de zonedirecteur.

De personeelsleden van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra mogen hun eigen voertuig gebruiken in het kader van de verplaatsingen die de uitoefening van hun ambt noodzakelijk maakt.

Art. 9. De reiskosten zoals bedoeld in deze afdeling dekken :

1° de uitgaven in verband met de kilometercontingenten die de afgevaardigde-coördinator of zijn afgevaardigde aan elk personeelslid van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra toekent naargelang van hun respectieve behoeften in het kader van hun opdrachten. Deze toekenning wordt ter goedkeuring van de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het Opvoedingssysteem of zijn afgevaardigde voorgelegd;

2° de vergoeding gebonden aan de abonnementen van het openbaar vervoer als vervoermiddel tussen de woonplaats en de administratieve standplaats of tussen deze en de plaats van de opdracht;

3° de vergoeding gebonden aan het gebruik van een fiets als vervoermiddel tussen de woonplaats en de administratieve standplaats of tussen deze en de plaats van de opdracht; die vergoeding is onverenigbaar met het gebruik van een abonnement voor het openbaar vervoer behalve voor het traject met de fiets tussen de woonplaats van het personeelslid en het station;

4° de vergoeding van de reiskosten met de wagen hoger dan het kilometercontingent bedoeld in 1°. Deze vergoeding wordt ter goedkeuring van de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het Opvoedingssysteem of zijn afgevaardigde voorgelegd;

5° de vergoeding van de reiskosten met de wagen tussen de woonplaats en de administratieve standplaats ter hoogte van de prijs van het jaarlijks abonnement met het openbaar vervoer. Deze vergoeding is onverenigbaar met het gebruik van een abonnement met het openbaar vervoer behalve voor het traject tussen de woonplaats van het personeelslid en het station. Deze vergoeding wordt ter goedkeuring van de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het Opvoedingssysteem of zijn afgevaardigde voorgelegd.

Art. 10. Het totale bedrag voor de reiskosten bestemd in het kader van de opdrachten wordt bepaald door de vermenigvuldiging van het aantal personeelsleden van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra, in volledige opdrachten uitgedrukt, met 18 000 kilometer en met de geldende kilometervergoeding voor het personeel van de Administratie

Art. 11. De kilometervergoedingen worden berekend op basis van de werkelijke kilometerlengte van de wegen gebruikt vanaf de administratieve standplaats. Nochtans mag het personeelslid van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra dat zich verplaatst door rekening te houden als vertrek- of aankomstpunt met hun gewone verblijfplaats, geen hogere vergoeding krijgen dan deze die hij gekregen zou hebben, mochten de verplaatsingen hun administratieve standplaats als vertrek- en aankomstpunt hebben.

Afdeling 3. — Terugbetaling van de verblijfskosten

Art. 12. De personeelsleden van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra die zich bij het uitoefenen van hun ambt moeten verplaatsen, hebben recht op de terugbetaling van hun verblijfskosten in de vormen en onder de voorwaarden bedoeld in deze afdeling.

Er moet worden verstaan onder :

1° « verblijf » : de verplaatsingen langer dan 8 uur en die zich verder dan een straal van 25 kilometer vanaf de administratieve standplaats uitbreiden.

2° « half verblijf » : de verplaatsingen langer dan 5 uur en korter dan of gelijk aan 8 uur en die zich verder dan een straal van 25 kilometer vanaf de administratieve standplaats uitbreiden.

Art. 13. De duur van de verplaatsingen wordt berekend sinds het vertrek van het voertuig op de heenweg tot het officiële uur van zijn terugkeer.

Art. 14. Een nachtvergoeding wordt verleend telkens als de personeelsleden van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra verplicht worden buiten hun verblijfplaats te logeren. Die mag niet met de verblijfvergoeding samengevoegd worden.

Art. 15. Het totale bedrag voor de verblijfkosten, de kosten voor half verblijf en de nachtvergoedingen, dat een begrotingsplafond vormt, wordt bepaald door de vermenigvuldiging van het aantal personeelsleden van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra, uitgedrukt in volledige opdrachten, met het bedrag van 1.635,00 EURO.

Het totale aantal verblijven, halve verblijven en nachtvergoedingen zoals boven bedoeld mag niet een gemiddelde van 135 per personeelslid van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra overschrijden.

De vergoeding wordt uitgevoerd op basis van schuldvorderingen en volgens de voorwaarden opgenomen in de onderstaande tabel.

AANTAL VERBLIJVEN/NACHTEN	FORFAITAIRE BEDRAGEN
Gratis verblijf	16,3882 EURO/nacht
Verblijf ten koste van het personeelslid	33,3965 EURO/nacht
1/2 verblijf	3,1404 EURO/nacht
van 1 tot 59	13, 2214 EURO/verblijf.
tussen 60 en 85	965, 00 EUR
tussen 86 en 110	1.300 EUR
tussen 111 en 135	1.635,00 EUR
vanaf 136	1.965,00 EUR

Art. 16. Het recht op terugbetaling van de verblijfkosten wordt niet verleend als de betrokkene een maaltijd kosteloos krijgt op de plaats van zijn verplaatsing.

Art. 17. Onverminderd de andere bepalingen, in het kader van dit hoofdstuk, geven de verplaatsingen van de personeelsleden van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra buiten het Belgische grondgebied slechts aanleiding tot terugbetaling van de werkelijke uitgaven van de betrokkenen op vertoon van schuldvorderingen en volgens de nadere regels bepaald in afdeling 5.

Afdeling 4. — Terugbetaling van de andere kosten

Art. 18. De personeelsleden van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra hebben recht op de terugbetaling van hun andere kosten in de vormen en onder de voorwaarden bedoeld in deze afdeling.

Onder "andere kosten" dient te worden verstaan, de kosten houdende inzonderheid de uitgaven door de personeelsleden van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra persoonlijk gemaakt en betreffende de telefoonverbindingen, het gebruik van de fax, het gebruik van het Internet, de kleine kantoormaterialen en de aankoop van documentatiemateriaal van pedagogische aard.

Art. 19. Het totale bedrag voor de andere kosten bestemd wordt bepaald door de vermenigvuldiging van het aantal personeelsleden van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra, uitgedrukt in volledige opdrachten, met een bedrag van 450,00 EURO.

Deze toekenning wordt aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het Opvoedingssysteem of zijn afgevaardigde ter goedkeuring voorgelegd.

Het deel zo bepaald vormt een begrotingsplafond. Het dekt de werkingsuitgaven van de leden van de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra volgens behoeften hun persoonlijk erkend en mits de naleving van de procedures voor een voorafgaande toestemming van de zonedirecteur.

Afdeling 5. — Nadere regels voor de betaling

Art. 20. Al de kosten die aanleiding geven tot een terugbetaling zijn het voorwerp van schuldvorderingen voor echt verklaard en eventueel behoorlijk voorzien van bewijsstukken. Die vorderingen worden door de zonedirecteurs geveiseerd en nagegaan. Dit toezicht betreft de werkelijkheid en de gegrondheid van de uitgaven.

De schuldvorderingen worden ingediend bij de zonedirecteur uiterlijk op de 10 van de maand na die van het ontstaan van de schuld. Na nazicht en visum bezorgt de zonedirecteur de schuldvorderingen aan de personen bedoeld in artikel 21 uiterlijk op het einde van de maand na die van het ontstaan van de schuld. In geval van late indiening worden de schuldvorderingen nietig verklaard.

Art. 21. De ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het Opvoedingssysteem stelt de personen aan die moeten nagaan of de voorwaarden bedoeld in dit hoofdstuk nageleefd worden en die voor de vereffening van de schulden moeten zorgen.

Art. 22. De begrotingsplafonds bedoeld in de afdelingen 2 tot 4 hebben een gebiedende toepassing. Ze mogen niet worden overschreden behalve volledige compensatie mits de toestemming van de Ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het Opvoedingssysteem of zijn afgevaardigde, door de Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra, tussen de delen van hun begrotingskredieten respectievelijk voor de reiskosten, de verblijfkosten en de andere kosten bestemd.

Art. 23. Onverminderd de eventuele toepassing van tuchtsancties, heeft de ambtenaar-generaal van de Algemene Directie Sturing van het Opvoedingssysteem of zijn afgevaardigde de bevoegdheid om de terugbetaling van de kosten bedoeld in dit hoofdstuk te weigeren als vastgesteld wordt dat de begunstigen misbruik maken van de rechten die door dit hoofdstuk worden toegekend.

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 24. In artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 2018 tot uitvoering van artikel 144 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

5° In paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Er wordt een examencommissie ingesteld, samengesteld overeenkomstig artikel 144, §4 van het decreet, die alle proeven met betrekking tot het bevorderingsambt van de afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst beoordeelt, met inbegrip van de naleving van de voorwaarden voor de toegang en ontvankelijkheid van kandidaturen. »;

6° In paragraaf 2 wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Voor het mondelinge gedeelte van de proef met betrekking tot het bevorderingsambt van afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst stelt de examencommissie bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, een evaluatierooster op van kandidaten voor de mondelinge proef. »;

7° Paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De examencommissie bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, stelt haar huishoudelijk reglement vast.

Hetzelfde geldt voor de examencommissie bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

Elke examencommissie komt geldig bijeen als minstens de helft van haar leden aanwezig is.

De beslissingen van de examencommissies worden genomen bij de meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend. »;

8° In paragraaf 5 worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

« Voor de examencommissie van de proeven met betrekking tot het ambt van afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst kan elk werkend lid van de examencommissie, met inbegrip van de Voorzitter, vervangen worden door leden die worden aangewezen tegelijkertijd als de werkende leden. ».

Art. 25. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt het laatste lid opgeheven.

Art. 26. In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Overeenkomstig artikel 144, § 3, tiende lid, van het decreet, aan het einde van de twee delen van de proef voor de toelating tot stage in de betrekkingen van het bevorderingsambt van afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst, bepaalt de examencommissie bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, een enige algemene rangschikking voor het ambt van afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, die vervolgens wordt gebruikt door zones de groeperen op basis van de keuze die de kandidaten in hun kandidaatstelling hebben gemaakt. ».

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Art. 27. In afwijking van artikel 4 wordt de verdeling tussen de verschillende zonegroepen 4 zonedirecteurs en 53 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst bedoeld in artikel 143, 1°, van het decreet als volgt bepaald tot de werving van het geheel of een gedeelte van de zonedirecteurs en van de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst bedoeld in artikel 143, 2°, van het decreet :

1° Waals-Brabant en Brussel : 1 zonedirecteur; 15 afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst

2° Henegouwen-centrum en Picardisch Wallonië : 1 zonedirecteur; 10 afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst;

3° Henegouwen-zuid, Luxemburg en Namen : 1 zonedirecteur; 16 afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst;

4° Hoi-Borgworm, Verviers en Luik : 1 zonedirecteur; 12 afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst.

Art. 28. In afwijking van artikel 5 wordt de administratieve standplaats van 4 zonedirecteurs en 53 afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst bedoeld in artikel 143, 1°, van het decreet als volgt bepaald tot de werving van het geheel of een gedeelte van de zonedirecteurs en de afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst bedoeld in artikel 143, 2°, van het decreet :

1° Waals-Brabant en Brussel : Havenlaan 16, 1080 Brussel;

2° Henegouwen-centrum, Henegouwen-zuid en Picardisch Wallonië : Boulevard Audent 14, 6000 Charleroi;

3° Luxemburg en Namen : Avenue de la Toison d'Or 94, 6900 Marche-en-Famenne;

4° Hoi-Borgworm, Verviers en Luik : Espace Guillemins - Rue des Guillemins 26, 4000 Luik.

Art. 29. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 23 april 2019.

In afwijking van het vorige lid treedt hoofdstuk 4 in werking de dag waarop dit besluit bekendgemaakt wordt.

Art. 30. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 mei 2019.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS